

# Note sur les élections de mars 2008 et les résultats du PCF

Roger Martelli, Paris

Cette note est faite à partir des éléments disponibles le 24 mars 2008, en l'absence de synthèses détaillées du ministère de l'Intérieur. Elle s'attache à l'analyse des municipales, puis des cantonales, pour se terminer par quelques réflexions générales.

## **I. Les municipales**

### **1. L'abstention record**

Alors que la présidentielle de 2007 avait été marquée par un record de participation, les municipales de mars 2008 ont enregistré un nouveau record d'abstention.

	<b>1<sup>er</sup> tour</b>	<b>2<sup>ème</sup> tour</b>
1965	21,8	29,2
1971	24,8	26,4
1977	21,2	22,4
1983	21,6	20,3
1989	26,9	26,9
1995	32,0	32,0
2001	29,9	30,8
2008	33,5	34,5

L'abstention est d'autant plus forte que la commune est plus peuplée (son taux est de 39,5 % dans les communes de plus de 3 500 habitants contre 24,5 % dans les autres). Dans les villes dirigées par le PCF, elle est nettement plus élevée (46,2 %), au-dessus même de 50 % dans 15 villes (sur 32 villes de plus de 3500 habitants dans ce cas), pour la plupart dans la Région parisienne.

### **2. La poussée de la gauche**

La démobilisation civique a desservi la droite plus que la gauche. Les municipales de mars 2008 ont été les plus favorables à la gauche depuis 1977. Elles sont les premières, depuis 1995, à se dérouler alors que la droite détient l'ensemble des pouvoirs exécutifs nationaux, concentrant sur elle tous les mécontentements. Elles sont l'équivalent, pour la gauche, de ce qu'avaient été les élections de 1983 pour la droite.

**Le rapport des forces droite-gauche aux municipales  
(villes de plus de 3500 habitants)**

		<b>Gauche</b>	<b>Droite</b>	
<b>1983</b>	1er tour	45,4	53,6	
	2ème tour	47,2	52,7	
<b>1989</b>	1er tour	47,4	51,2	
	2ème tour	45,9	51,6	
<b>1995</b>	1er tour	44,3	53,6	
	2ème tour	41,6	57,3	
<b>2001</b>	1er tour	47,0	52,2	
	2ème tour	45,8	52,0	
<b>2008</b>	1er tour	47,4	49,2	45,4 *
	2ème tour	49,5	49,9	47,8 *
* Droite sans le Modem				

Pour la droite française, moins un an après son triomphe de 2008, c'est le plus mauvais résultat depuis trente ans.

Quel est le rapport des forces internes à chaque grand regroupement à l'issue du premier tour ?

**Villes de plus de 3500 habitants (1)**

	Voix	% exprimés
PCF	772 606	5,1
PS	4 222 711	28,1
Divers gauche	1 647 288	11,0
Verts	217 734	1,4
Extrême gauche	262 416	1,7
Centre-Modem	848 895	5,7
UMP	3 743 060	24,9
Divers droite	2 903 907	19,3
Extrême droite	166 967	1,1
Divers	147 467	1,0
<b>Total gauche</b>	<b>7 122 755</b>	<b>47,4</b>

<b>Total droite (avec Modem)</b>	<b>7 384 798</b>	<b>49,2</b>
<b>Total droite (sans Modem)</b>	<b>6 813 934</b>	<b>45,4</b>

(1) On totalise le pourcentage des listes où une sensibilité est en position dirigeante, seule ou en situation d'alliance

### 3. La victoire du PS

Le Parti socialiste est le grand bénéficiaire de cette élection. Il regroupe quelque 28 % des suffrages exprimés sur les listes qu'il conduisait, seul ou en alliance. Il avait perdu 42 villes de plus de 20 000 habitants en 2001 ; il en gagne 55 cette fois-ci. En 2001, les victoires de Paris et de Lyon étaient apparues comme à contre-courant de la « vague bleue ». Cette fois, la conquête des plus grandes villes (sauf Marseille et Bordeaux), cohérente avec les scores de Ségolène Royal en 2007, se complète d'une implantation accrue dans les villes grandes et moyennes. Dans la « petite couronne », le PS ne réussit sans doute pas la grande percée qu'il escomptait, au détriment de son ex-allié communiste de la « gauche plurielle », mais il marque des points non négligeables (outre Aubervilliers et Pierrefitte, Argenteuil, Poissy, Colombes, Asnières, Noisy-le-Sec, Aulnay).

### 4. Les résultats satisfaisants de l'extrême gauche

Les Verts ne réalisent pas (en dehors de Dominique Voynet à Montreuil) l'excellente prestation qui fut la leur aux municipales de 1989 (où ils avaient obtenu 4,5 % des suffrages exprimés dans les villes de plus de 30 000 habitants). Dans une moindre mesure, en 2008, c'est l'extrême gauche qui tire les marrons du feu.

L'analyse globale, de ce côté-là, est malaisée, les statistiques officielles mêlant, dans la rubrique « extrême gauche », des cas de figure très variés. On y trouve des villes où de véritables rassemblements à la gauche du PS ont pu se constituer, incluant le PCF, comme à Allauch (18,9 %), Mantes-la-Ville (17,5 %), Gap (11,7 %) ou Cavaillon (11,2 %). On y trouve aussi des listes dirigées par LO ou la LCR et, de façon marginale, quelques collectifs séparés, comme à Paris.

Les globalisations donnent les résultats suivants (le tableau ci-après donne, pour chaque regroupement, le nombre de villes où des listes étaient présentes, le pourcentage réalisé sur ces villes, le pourcentage national et les communes de plus de 3 500 habitants où le pourcentage est supérieur à 10 %).

<b>LO</b>		<b>EXG</b>		<b>LCR</b>	
Nombre de villes	71	Nombre de villes	158	Nombre de villes	73
Total %	3,1	Total %	3,6	Total %	4,4
Total national	0,3	Total national	0,8	Total national	0,6
<b>Au-dessus de 10 %</b>					
QUETIGNY	11,6	CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE	20,1	AUREILHAN	17,6
ENSISHEIM	11,4	CLAMECY	19,5	QUIMPERLE	15,3
FERRIERE-LA-GDE	11,1	ALLAUCH	18,9	CLERMONT-FERRAND	13,8
		ECKBOLSHEIM	18,6	MONSEMPRON	12,0
		MANTES-LA-VILLE	17,5	LORMONT	10,4

		SOTTEVILLE-LES-ROUEN	14,6		
		SAINT-LOUBES	13,3		
		LYON 1	13,1		
		MONTATAIRE	13,1		
		ST-GELIX-DU-FESC	13,0		
		BELLAC	12,4		
		CONCARNEAU	11,8		
		GAP	11,7		
		CAVAILLON	11,5		
		PLAISANCE	10,9		
		PALaiseAU	10,8		
		LONGUEAU	10,8		
		STAINS	10,5		
		LOUVIERS	10,4		
		FONDETTES	10,2		
		REZE	10,0		

Les villes à direction communiste ne sont pas à l'écart de cette poussée de l'extrême gauche.

MONTATAIRE	13,1
ST-PIERRE-DES-CORPS	11,5
ST OUEN	9,8
CHOISY-LE-ROI	9,4

La LCR se réjouit de cette situation, d'autant plus que, cette fois, LO avait fait le choix fréquent de rallier les listes unitaires de l'ensemble de la gauche. Si les amis d'Olivier Besancenot peuvent être satisfaits, il n'en reste pas moins qu'ils ne sont guère allés au-delà de leurs scores nationaux sur leurs propres listes.

<b>Nombre de listes</b>	<b>LO</b>	<b>LCR</b>	<b>Listes unitaires</b>
Au-dessus de 10 %	3	5	21
Entre 5 % et 10 %	18	26	49

## 5. Le score du PCF

Après l'amère déconvenue de la présidentielle et le nouveau recul des législatives de 2008, le résultat des municipales a été considéré comme inespéré, par les observateurs comme par les militants. Quel est le bilan réel de cette consultation électorale ?

Les listes d'union de la gauche conduites par un communiste et les listes classées PC étaient présentes dans 355 communes de plus de 3 500 habitants. Elles totalisent 784 000 voix, dont 570 000 (72 % du total de ces voix) dans les 202 villes maintenues, acquises ou perdues entre 2001 et 2008. Nationalement, cela représente 5,1 % du total des suffrages exprimés et 31,9 % dans les 355 communes où le PC est à la tête d'une liste.

Le bilan des villes est le suivant :

<b>Villes dirigées par un communiste</b>			
	<b>1989</b>	<b>2001</b>	<b>2008</b>
Plus de 30 000	39	29	27
De 20 à 30 000	16	8	8
De 10 à 20 000	55	42	44
De 3500 à 10 000	148	111	101
<b>Total + de 3 500</b>	<b>258</b>	<b>190</b>	<b>180</b>

Le PCF gère aujourd'hui un ensemble de communes de plus de 3 500 habitants qui totalisaient 2 726 000 d'habitants au recensement de 1999, soit 4,5 % de la population française de l'époque. Ces communes sont réparties dans 46 départements.

Département	<b>Villes perdues *</b>	Département	<b>Villes gagnées</b>
3	DOMERAT	18	VIERZON
13	MARSEILLE 8e	39	SAINT-CLAUDE
22	ROSTRENEN	13	PORT-ST-LOUIS
31	SEYSSES	13	ROQUEVAIRE
33	SAINTE EULALIE	18	SAINT-FLORENT
34	VILLENEUVE LES MAGUELONNE	26	PORTES-LES-VALENCE
38	CROLLES	30	ARAMON
38	VIZILLE	42	UNIEUX
38	PONT DE CLAIX	42	FIRMINY
44	SAINT JOACHIM	54	VILLERUPT
56	RIANTEC	56	QUEVEN
59	BOUCHAIN	59	FOURMIES

59	AVESNES LES AUBERT	59	MARLY
59	DENAIN	63	AUBIERE
60	MOUY	76	DIEPPE
60	LAIGNEVILLE	77	ROISSY EN BRIE
60	SAINT-LEU-D'ESSERENT	83	BRIGNOLES
62	CALAIS	89	MIGENNES
62	HARNES	93	VILLEPINTE
63	COURPIERE	94	VILLENEUVE-ST-GEORGES
74	SCIEZ		
76	MAROMME		
76	BOLBEC		
77	BROU SUR CHANTEREINE		
77	NANGIS		
80	FRIVILLE-ESCARBOTIN		
83	CUERS		
93	MONTREUIL		
93	AUBERVILLIERS		
93	PIERREFITTE		
<b>Population totale (RP 1999)</b>	<b>506 960 *</b>	<b>Population totale (RP 1999)</b>	<b>294 967</b>

\* dont 92 100 pour le 8<sup>e</sup> secteur de Marseille

En 2001, le PCF dirigeait 190 villes de plus de 3 500 habitants. Il en a 180 en 2008, soit 10 de moins. Le total de population des villes perdues est au-dessus de 500 000 habitants (chiffres de 1999), alors que celui des villes gagnées n'excède pas 300 000 habitants. En nombre d'habitants administrés comme en nombre de villes, les gains ne compensent pas les pertes par rapport à 2001. Le PCF se tasse dans les grandes agglomérations et les petites villes et se maintient bien dans la tranche 10-30 000.

Le recul enregistré par le PCF est donc moindre que ceux que lui avaient apportés les précédentes consultations depuis 1983. Mais il n'est pas pour autant enrayé. Surtout, dans ces élections de nette poussée à gauche, il contraste avec la moisson du PS. Le tableau suivant illustre cet écart :

<b>Villes de plus de 20 000 habitants</b>				
	<b>2001</b>	<b>2008</b>	<b>dont : gagnées</b>	<b>Nombre de départements</b>
Parti socialiste	117	170	58	73

Parti communiste	37	35	3	6
% PC/PS	30 %	20 %		

La satisfaction enregistrée au soir du premier tour tenait avant tout au gain de quelques villes (Dieppe, Vierzon) et, surtout, au fait que le bras-de-fer imposé par le PS dans de nombreuses villes, notamment de la petite couronne parisienne, ne s'était pas conclu comme l'espéraient bien des responsables de la rue de Solferino. De fait, après quelques mois d'un pouvoir de droite arrogant et sarkozysé, les socialistes ont oublié que l'électorat faisait primer l'intérêt général de la gauche sur les intérêts boutiquiers de telle ou telle de ses composantes. Or, dans des villes où les élus communistes font souvent preuve de leur compétence, le maire sortant de gauche ne pouvait qu'apparaître comme le mieux placé pour battre la droite. Les concurrents socialistes des équipes sortantes en ont fait la très amère expérience, hormis quelques cas (Denain, Pierrefitte...).

Ce n'est pas pour autant que les communistes peuvent se sentir durablement rassurés : parce que les scores socialistes n'ont pas été partout ridicules dans les cas de primaires ; parce que, *grosso modo*, si les « dissidents » socialistes maintenus au second tour ont très rarement réussi leur pari (sauf à Aubervilliers), ils n'ont pas été désavoués et progressent sur leur résultat du tour précédent. Les mésaventures enregistrées de-ci de-là rappellent le précédent de Bègles et d'Alès en 1989 : là, des équipes municipales solidement implantées avaient fait les frais d'une surmobilisation relative des électeurs concurrents, de gauche et de droite, stimulés par l'objectif de mettre fin à l'hégémonie communiste locale. Les communistes ont bénéficié cette fois de la conjoncture anti-droite exceptionnelle produite par le sarkozysme. Qui peut jurer qu'il en sera toujours ainsi ? La conjonction de la crise politique (illustrée par l'abstention) et l'incrustation du bipartisme (voir plus loin) peuvent être redoutables à l'avenir.

## **II. Les cantonales**

Les cantonales permettent, mieux que les municipales, de cerner l'état du rapport des forces politique, à l'intérieur de chaque grand regroupement. En série longue, sur cette série de cantons, les chiffres globaux sont les suivants :

<b>% exprimés</b>	<b>1970</b>	<b>1976</b>	<b>1982</b>	<b>1988</b>	<b>1994</b>	<b>2001</b>	<b>2008</b>	<b>Différence 2008-2001</b>
Ext Gauche	3,1	0,7	0,6	0,4	0,6	0,7	0,4	-0,3
<b>PCF</b>	<b>23,8</b>	<b>22,8</b>	<b>15,9</b>	<b>13,3</b>	<b>11,4</b>	<b>9,8*</b>	<b>8,8*</b>	<b>-1,0</b>
PS	14,8	26,6	29,9	30,2	22,6	22,4	27,1	4,7
Radicaux de gauche		2,4	1,7		1,2	1,3	1,4	0,1
Div Gauche	10,5	4,0	1,6	3,8	5,0	6,2	6,1	-0,1
Ecolo			0,4	1,6	3,6	6,6	4,4	-2,2
Centre- UDF	14,3	20,3	18,8	19,4	15,5	12,3	4,4	-7,9
Gaullistes- RPR	15,6	10,6	17,9	15,9	15,6	12,5	23,9	11,4
Div Droite	17,8	12,5	13,0	9,5	13,5	17,0	17,7	0,7
FN				5,5	9,9	10,2	5,1	-5,1

Divers					0,9	1,1	0,4	-0,7
<b>Total PC-EXT GAU- VERTS</b>	<b>26,9</b>	<b>23,5</b>	<b>16,9</b>	<b>15,3</b>	<b>15,6</b>	<b>17,1</b>	<b>13,6</b>	<b>-3,4</b>
<b>PS</b>	<b>14,8</b>	<b>26,6</b>	<b>29,9</b>	<b>30,2</b>	<b>22,6</b>	<b>22,4</b>	<b>26,7</b>	<b>4,3</b>
<b>Total GAUCHE</b>	<b>52,2</b>	<b>56,5</b>	<b>50,1</b>	<b>49,3</b>	<b>44,4</b>	<b>47,0</b>	<b>48,5</b>	<b>1,5</b>
<b>Total DROITE</b>	<b>47,7</b>	<b>43,4</b>	<b>49,7</b>	<b>50,3</b>	<b>54,5</b>	<b>51,9</b>	<b>50,3</b>	<b>-1,6</b>
							**	
<b>Rapport PC/PS ( %)</b>	<b>161</b>	<b>86</b>	<b>53</b>	<b>44</b>	<b>50</b>	<b>44</b>	<b>33</b>	
<b>Rapport Gauche non soc/PS ( %)</b>	<b>182</b>	<b>88</b>	<b>57</b>	<b>51</b>	<b>69</b>	<b>76</b>	<b>51</b>	

\* Respectivement 10,1% et 9,0% si l'on inclut les soutiens PCF

\*\* 46,1% en excluant le Modem

<b>Sièges</b>	<b>1970</b>	<b>1976</b>	<b>1982</b>	<b>1988</b>	<b>1994</b>	<b>2001</b>	<b>2008</b>	<b>Différence 2008-2001</b>
Ext Gauche	22	4	1	16	16			
<b>PCF</b>	<b>144</b>	<b>242</b>	<b>191</b>	<b>165</b>	<b>142</b>	<b>128</b>	<b>118</b>	<b>-10</b>
PS	263	513	504	515	526	494	643	149
Radicaux de gauche		84	61	41	41	40	48	8
Div Gauche	292	54	41	142	96	176	186	10
Ecolo				3	3	15	12	-3
Centre- UDF	293	347	460	453	389	231	49	-182
Gaullistes- RPR	206	172	323	369	353	338	515	177
Div Droite	389	350	364	330	358	568	390	-178
FN				2	4	0		
Divers						7	7	0
<b>Total PC-EXT GAU- VERTS</b>	<b>166</b>	<b>246</b>	<b>192</b>	<b>184</b>	<b>161</b>	<b>143</b>	<b>130</b>	<b>-13</b>
<b>PS</b>	<b>263</b>	<b>513</b>	<b>504</b>	<b>515</b>	<b>526</b>	<b>494</b>	<b>643</b>	<b>149</b>
<b>Total GAUCHE</b>	<b>721</b>	<b>897</b>	<b>798</b>	<b>882</b>	<b>824</b>	<b>853</b>	<b>1038</b>	<b>154</b>
<b>DROITE</b>	<b>888</b>	<b>869</b>	<b>1147</b>	<b>1154</b>	<b>1104</b>	<b>1137</b>	<b>973</b>	<b>-183</b>
PS+UDR, RPR ou UMP	469	685	827	884	879	832	1158	
% des sièges	29,1	38,8	42,5	43,4	45,6	41,8	59,1	
<b>Rapport PC/PS ( %)</b>	<b>55</b>	<b>47</b>	<b>38</b>	<b>32</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>18</b>	
<b>Rapport Gauche non soc/PS ( %)</b>	<b>63</b>	<b>48</b>	<b>38</b>	<b>36</b>	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>20</b>	

## 1. La victoire de la gauche confirmée aux cantonales

C'est le meilleur résultat cantonal de la gauche depuis 1988, mais loin encore des scores fastes des années 1970. Avec 48,5 %, le total gauche progresse de 1,3 %, alors que la droite recule de 0,8 %. Cette progression de la gauche est due pour l'essentiel à celle du PS, qui gagne 4,7 % sur 2001, tandis que le total du PCF, de l'extrême gauche et des Verts fléchit de 3,4 %. En nombre de conseillers généraux, la droite perd 183 sièges, ce qui fait basculer l'équilibre des conseils généraux métropolitains. Le PS

récupère l'essentiel des sièges de la droite (+ 149), gagne 7 départements et n'en perd aucun. Le PCF perd la Seine-Saint-Denis mais récupère l'Allier (où il est avec égalité avec les socialistes et divers gauche).

## 2. Les résultats du PCF

En 2008, le PCF présentait 1163 candidatures contre 1639 en 2001 (30 % en moins). Son bilan tient à quatre chiffres :

- Nationalement, il perd 1 % au premier tour en passant de 9,8 % à 8,8 % ; au second tour, ses candidat(e)s font 5,8 % contre 7,4 % en 2001 (- 1,6 %)
- Si l'on prend en compte le seul résultat de l'ensemble des cantons où le PC est présent, il gagne 1,1 % en passant de 11,1 % à 12,3 %
- Si l'on compare ses scores dans les 1163 cantons où il est présent à la fois en 2001 et 2008, il gagne 0,3 % en passant de 12,1 à 12,4
- Il perd 10 sièges de conseillers généraux, en passant de 128 à 118

La tentation est grande de ne retenir que les chiffres favorables. Ils ne sont pas à négliger ; il ne sont pas à surestimer.

Ils traduisent pour une part la poussée de la gauche : dans les cantons où il se présente (le même nombre que le PCF), le PS gagne 6,3 % entre 2001 et 2008 (il passe de 29 % à 35,2 %) et l'extrême gauche gagne 1,2 % (en passant de 5,3 % à 6,5 %). Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'il s'agit cette fois de la meilleure série cantonale pour le PCF, celle où il apparaît le plus souvent comme la force la plus utile, à gauche, pour battre la droite. Le tableau ci-après montre les écarts du vote communiste, depuis 1970, entre la série A et la série B :

<b>B</b>	<b>A</b>										
<b>1970</b>	<b>1973</b>	<b>1976</b>	<b>1979</b>	<b>1982</b>	<b>1985</b>	<b>1988</b>	<b>1992</b>	<b>1994</b>	<b>1998</b>	<b>2001</b>	<b>2004</b>
23,8	22,7	22,8	22,5	15,9	12,5	13,3	9,5	11,4	10,1	9,8	7,6
<b>+ 1,1</b>		<b>+ 0,3</b>		<b>+ 3,4</b>		<b>+ 3,8</b>		<b>+ 1,3</b>		<b>+ 2,2</b>	

Enfin, il est difficile de négliger la signification du recul du nombre de candidatures. Il traduit un délitement de la couverture nationale des communistes et un resserrement sur leurs zones de force. Si l'objectif est d'obtenir le meilleur résultat possible dans un nombre réduit de cantons, pourquoi ne pas réduire encore le nombre de candidatures, comme l'extrême gauche (0,4 % nationalement, 6,5 % dans les 105 cantons où elle est présente) ? Au fond, si le PCF s'était concentré sur ses 500 meilleurs cantons, il aurait obtenu un score de... 24,2 % !

En vérité, le tableau rétrospectif indique ce qui est la seule tendance dominante nationale assurée : dans cette série de cantons, le PCF n'a cessé de reculer, en pourcentages depuis 1970 et en sièges depuis 1976. Le résultat de 2008, s'il apparaît bon en comparaison du résultat de la présidentielle, ne contredit pas la tendance des scrutins précédents, dans un contexte exceptionnellement favorable à la gauche. Le déclin est atténué ; il n'est pas interrompu.

### **III. Réflexions générales**

#### **1. La montée du bipartisme**

Dans l'ensemble, les municipales et les cantonales ont accentué le phénomène de bipolarisation partisane amorcé depuis deux décennies. À droite, le Modem a perturbé la mobilisation de droite, mais n'a pas réussi son pari d'implantation et s'est même affaibli territorialement. À gauche, les listes d'extrême gauche ont fait ponctuellement de bons résultats mais, globalement, la gauche de gauche ne dépasse pas le seuil exceptionnellement bas enregistré en 2007. À gauche, le PS est un peu plus hégémonique ; à droite, l'UMP récupère les dépouilles du centre. Au total, le duopole PS-UMP structure le paysage.

Le constat est vrai à la fois aux municipales et aux cantonales. À gauche, le rapport entre le nombre de villes dirigées par les communistes et celui des villes socialistes s'est accentué considérablement. En 2001, le PS dirigeait 117 villes de plus de 20 000 habitants et le PCF 36, soit 30 % du contingent socialiste ; en 2008, les chiffres sont passés respectivement à 34 et 170, soit pour le PC 20 % seulement du contingent socialiste.

En 1977, le PS administrait 30,9 % de la population des villes de plus de 9 000 habitants et le PCF 23,9 % ; en 2008, le PS administre 46,2 % de cette population urbaine contre 8,9 % pour le PCF. Dans un article de *La Tribune* du 21 mars 2008, le politologue Gérard Grunberg complète le tableau pour les 627 communes de plus de 5 000 habitants :

<b>UMP</b>	<b>DVD</b>	<b>Nouveau Centre</b>	<b>Modem</b>	<b>PS</b>	<b>PC</b>	<b>DVG</b>	<b>Verts</b>
209	37	11	15	250	47	32	4

Le PS et l'UMP contrôlent à eux seuls 459 villes, soit près de 75 % du total de cette série de communes.

Les résultats des cantonales vont exactement dans la même direction. En pourcentages, les deux seules forces à progresser sensiblement sont le PS et l'UMP : toutes deux disposent de 1 158 sièges de conseillers généraux, soit près de 60 % du total, contre un peu plus de 40 % en 2001. Le PS représente à lui seul deux fois les scores de toutes les autres formations de gauche, tandis que l'UMP écrase le vieux centre qu'elle réduit à la portion congrue. En sièges, le phénomène est encore accentué : en 2008, le PS engrange 663 sièges de conseillers généraux contre 131 pour le total du PC, de l'extrême gauche et des Verts. La part de la gauche non socialiste n'a cessé de diminuer depuis trente ans : en 1976, la représentation PC-EXT GAU-VERTS était de 48 % de celle du PS ; elle est de 20 % en 2008. La dispersion des forces, dans cette portion de l'espace à gauche, ne peut que reproduire cette situation négative.

#### **2. Deux partis sinon rien ?**

Le bipartisme est désormais solidement implanté et l'échec de François Bayrou, après celui de la candidature antilibérale, montre qu'il n'est pas facile d'en briser la dynamique. Il est pourtant indispensable de s'attacher à le faire. Si la logique bipartisane s'installe, il n'y a plus à gauche que deux attitudes possibles : soit accepter d'être le supplétif de la force dominante pour ramasser les miettes du gâteau ; soit s'installer dans un rôle de contestation à la marge, ce qui revient plus ou moins à accepter le déséquilibre institué. Le bipartisme nourrit les « deux gauches » (comme les

décrit la LCR), et en pérennise le déséquilibre structurel.

Ajoutons ce qui relève du rapport des forces général : les élections municipales et cantonales ont été favorables à la gauche, sur fond de désengagement civique. Il ne faut pas s'émerveiller à outrance de cet état de fait, qui n'est pas sans fragilité. Car, si le mode de scrutin amplifie les effets en sièges des déplacements de voix, le rapport des forces droite-gauche n'a pas été à ce point bouleversé. Si la gauche prospère, c'est d'abord parce que la droite désespère. Le Modem n'a certes pas réussi son opération et s'il ne compte pas autant que le Front national dans les années 1980-1990, il n'en constitue pas moins une force de perturbation au sein de la droite française. La question du centre et de son évolution continuera donc d'occuper les esprits, comme elle le fait à gauche depuis la « Lettre aux Français » de François Mitterrand en 1988. Peut-être le PS va-t-il être rendu prudent par la déconvenue de François Bayrou et les 9-10 % du PC et de l'extrême gauche, mais la recherche d'un élargissement de ses bases majoritaires vers la droite ne disparaîtra pas de la scène politique, tout au moins si la composante la plus à gauche ne dépasse pas les 10 % des suffrages. Ce qui change est que, à l'issue de la récente séquence électorale, les socialistes vont se poser la question des rassemblements en étant eux-mêmes nettement renforcés.

Savoir comment briser la logique lourde du bipartisme devient ainsi un enjeu cardinal. Se demander, à droite ou à gauche, qui va être le premier des « petits » a un côté quelque peu dérisoire. À quoi bon être le troisième, dans un système ne comportant que deux partis ? Le dilemme est donc clair :

1. ou bien une gauche critique de transformation sociale met en synergie un ensemble suffisant de forces, collectives et individuelles, pour contester l'hégémonie à gauche d'une social-démocratie recentrée
2. ou bien le PCF est contraint d'osciller entre rôle d'appoint et contestation marginale, coincé entre un PS archi-dominant et une extrême gauche identifiée à la radicalité.

### **3. Réflexions sur le PCF**

Une élection ne chasse pas l'autre ; un certain tassement du recul n'implique pas la fin de la récession électorale. En tendance longue, le PCF n'a pas interrompu le long *trend* électoral du déclin. En fait, le communisme français se trouve confronté à une surprenante inversion de tendance installée sur une trentaine d'années. Pendant les années 1950-1960, le PCF dispose d'une très forte implantation nationale et d'une représentation territoriale restreinte : son isolement politique l'écarte largement des conseils généraux et le communisme municipal, puissant et original, n'en est pas moins territorialement limité. La stratégie de l'union de la gauche, voulue au départ par le PCF contre la volonté des socialistes, permet aux communistes de conforter leur ancrage local : leur nombre de conseillers généraux augmente de 1964 à 1976, leur implantation municipale atteint son apogée en 1977 et leur insertion dans les nouvelles structures régionales s'épanouit dans la décennie 1990. Mais cette insertion locale, dans la foulée de l'union de la gauche, se produit au moment où s'amorce le déclin politique national. On assiste depuis à un long et préoccupant mouvement de dénationalisation du vote communiste, dans tous les types de scrutin. Les élections de mars 2008 n'auront fait qu'accentuer le phénomène, sur le plan municipal comme sur le plan cantonal.

En même temps, si elle est diminuée, la base d'insertion territoriale des communistes n'a rien de négligeable : ils administrent ainsi un volant de population urbaine d'environ trois millions et parviennent à dépasser la barre des 20% des suffrages dans 10% des cantons. Le maintien d'une insertion locale est une chance et le signe de ce que l'on sait depuis longtemps : en France, l'implantation du communisme politique n'est pas une greffe artificielle. Mais si l'ancrage local est un atout il est loin de suffire, comme le

montre la persistance, confortée en 2008, des radicaux de gauche qui gagnent 19 conseillers généraux supplémentaires. Disposer d'élus au service de la population est une ambition qui doit être préservée ; pour le communisme, depuis l'origine, elle ne vaut que si elle s'accompagne d'une capacité à peser nationalement sur le cours des choses. Or cette capacité est durement affectée dans un système de plus en plus bipartisan. Le communisme reste une force : à quoi va-t-elle servir ? À maintenir des lambeaux d'ancrage local, dans une position nationale subalterne, ou à contribuer à l'émergence d'une force politique transformatrice, à gauche de l'espace politique français ?

Je suis pour ma part convaincu que la séquence électorale de 2008 confirme l'enjeu existentiel du communisme politique. Sur la lancée de l'existant, le PCF ne peut espérer remettre en cause l'hégémonie écrasante du PS, ni retrouver une dynamique électorale qui le rapprocherait de sa force d'antan. Ou bien persiste la logique de l'ancienne « union de la gauche », qui conforte le socialisme français et lui laisse les mains libres pour des recompositions politiques à droite ; ou bien s'impose une dynamique alternative, à vocation majoritaire, adaptée dans ses formes et ses contenus à l'exigence de subversion de l'ordre libéral-capitaliste.

Le choix du second terme – le seul réaliste à mes yeux – implique de la rupture plus que de la continuité. L'avenir du communisme politique – car il y en a un, plus nécessaire que jamais – est au prix de cette rupture. Hors d'elle, nous renoncerions à ce qui a été la raison d'être et l'originalité du communisme français au XXe siècle : combiner la radicalité critique du projet et la force des rassemblements immédiats. Certains expliquent que la sociologie invalide l'essor d'un communisme politique, voire même de toute radicalité. La transformation des grandes métropoles urbaines, et notamment des ceintures proches du centre, vouerait la ville moderne au « réalisme » d'une gauche d'adaptation. Je n'en crois rien. La combinaison d'un renouvellement des pratiques municipales et d'une audace maximale dans l'invention de formes inédites de regroupement à gauche permettrait d'écarter l'idée d'une coïncidence magique entre évolution sociologique et hégémonie d'un socialisme « modernisé ». Les bons résultats, dans des espaces urbains fortement bouleversés, comme à Corbeil, à Fontenay-sous-Bois, dans la zone de Tremblay-Sevran-Villepinte ou ailleurs encore, suggèrent que la fatalité n'existe pas. Mais le renouveau n'attend pas.